



« La politique est l'art d'obtenir de l'argent des riches et des suffrages des pauvres, sous prétexte de les protéger les uns des autres » Jules Michelet (*historien, 1798-1874*)

« On continue, car les résultats signifient que les Français expriment que les réformes ne vont pas assez vite. »

On aurait pu croire que les propos uniformes des membres du gouvernement, apparemment en décalage complet avec les résultats des élections qui tombaient le soir du second tour des municipales, n'étaient que bravade et tentative de subvertir une fois encore le sens des mots. Pas du tout :

Tout d'abord, le président dit que ce ne sont pas des sondages qui le feront changer de ligne. Rappelons quand même que les sondages en question sont des élections.

Ensuite, nous avons déjà remarqué que, si le président baisse dans les sondages, le premier ministre monte. Or, ce premier ministre n'est pas n'importe qui : il mène actuellement la politique la plus profondément agressive contre les services publics et les salaires des travailleurs en général. Il s'est illustré dans des réformes passées très dures aux pauvres et très lourdes de conséquences pour leurs salaires, leurs retraites, leurs conditions de travail, leur protection sociale.

Enfin, nous ne pouvons hélas que remarquer que les salariés des fonctions publiques réagissent de façon très insuffisante aux attaques extrêmement graves et profondes menées contre leurs conditions de travail, leurs statuts, leurs salaires, leurs missions.

Faire comprendre la gravité des enjeux

Ces politiciens engagent notre pays dans une contre-réforme d'une extrême gravité.

Ils peuvent le faire car leur dessein est très mal perçu. Ils parviennent encore à faire croire à trop de monde que la réforme qu'ils proposent est rendue nécessaire par une mauvaise organisation des services publics et par le besoin d'économiser l'argent public : « *ils ne détruisent pas, ils améliorent.* »

Ils peuvent le faire, car ils placent cette réforme dans le cadre d'objectifs européens que partagent certains des partis de gauche, ce qui les rend absolument impuissants à présenter une alternative politique qui renforcerait et améliorerait au contraire les services publics. Et qui ouvrirait des perspectives plus lisibles de résistance aux salariés.

Ils peuvent le faire, car ils profitent d'une rupture démographique qui voit partir à la retraite des centaines de milliers de fonctionnaires en quelques années.

Ils peuvent le faire, car trop d'organisations syndicales se crispent sur les objectifs subalternes et refusent d'envisager une riposte commune, voire une riposte tout court. La conjonction avec les problèmes de représentativité syndicale, de financement des organisations syndicales que le gouvernement a su fort intelligemment ressortir au bon moment, permet ce mutisme tragique.

Une responsabilité qui n'a jamais été si importante pour la FSU

Notre FSU doit absolument faire beaucoup plus pour expliquer cette situation et démontrer la possibilité et la nécessité de faire autrement à nos collègues des services publics et à nos camarades de nos syndicats.

Parce que c'est l'intérêt des salariés des services publics. Parce que nous sommes la principale organisation syndicale de la Fonction Publique et que nous avons donc la principale responsabilité dans la défense des salariés de la Fonction Publique. Parce que si nous ne faisons pas davantage et si nous ne parvenons pas à susciter des luttes et à les faire converger, nous n'avons plus de raison d'exister.

Le premier ministre a envoyé le 19 mars une lettre de trois pages aux préfets de région et aux préfets de département. Il y confirme la réforme de l'organisation des services territoriaux de l'Etat, alors que la prochaine réunion consacrée à la Révision générale des Politiques Publiques est prévue le 9 avril. Le nouveau Conseil de Modernisation des Politiques Publiques se réunira autour du président de la République pour mettre en œuvre les objectifs annoncés : réaliser des « économies » et parvenir au non-remplacement d'un fonctionnaire partant à la retraite sur deux.

Les députés UMP rajoutent une couche vendredi 28 mars en demandant un nombre de suppression de postes de fonctionnaires supérieur aux annonces ministérielles.

Le « livre blanc » sur les valeurs, les missions et les métiers de la Fonction Publique de M. Silicani sera remis au gouvernement ce mois d'avril. A l'Education Nationale, M. Pochard continue à travailler son « livre vert » pour mettre en musique les mêmes objectifs pour le principal service public.

Des dizaines de missions sont supprimées. Nous les aborderons dans de prochaines lettres. Des services sont regroupés au sein d'agences où ce ne sont plus des fonctionnaires qui travaillent. Dans le même temps, un projet de loi sur la mobilité s'attaque directement au statut des fonctionnaires, supprime la garantie de l'emploi, institue l'intérim dans la loi, ce qui met gravement en cause la qualité des missions, la garantie de neutralité et d'indépendance des fonctionnaires des services publics. Il envisage la suppression des concours de recrutement.

Le gouvernement prépare un transfert massif sur les collectivités territoriales du financement des services publics subsistants, au moment où la majorité parlementaire actuelle a perdu le contrôle des régions (elle en garde 2 sur 22), de nombreux départements (43 sur 101), au moment où 132 villes de plus de 30 000 habitants sur 232 sont gérées par la gauche, au moment où les collectivités territoriales représentent près de 70 % de l'investissement public.

Le président de la République parlait dans sa campagne électorale de baisser les impôts. Les impôts ont réellement baissé pour les plus riches. Ils vont beaucoup augmenter (localement) pour les plus pauvres au moment où les services publics subiront un démantèlement sévère.

Au nom de l'intérêt général

La lutte que nous devons accélérer très sensiblement doit d'abord passer par les explications sur ce qui se passe réellement et les très graves enjeux de cet affrontement.

Elle doit ensuite passer par l'organisation de luttes partout où les effets de ces « réformes » se font sentir. Ces luttes, même si ce sont les seuls syndicats de la FSU ou de la CGT qui les engagent, doivent être unitaires et rassembler le maximum de salariés et d'usagers des services publics attaqués.

Notre fédération doit ensuite poursuivre son travail de convergence fédérale et intersyndicale.

Elle doit également articuler ces luttes avec celles de nos camarades des autres pays européens

Même si elle n'est pas partout équivalente, la notion de service public est partout en Europe ressentie comme de plus en plus indispensable par les populations. Nous devons travailler à diffuser notre conception républicaine des services publics issue de la Résistance, en ce qu'elle contient des éléments inégalés de démocratie, d'indépendance, de neutralité, d'efficacité et de justice sociale.

Des luttes commencent à se multiplier dans divers établissements de notre département : collèges comme à Clermont, lycées comme Saint John Perse, Barthou ; château de Pau, territoriaux du département, etc.

Pour l'instant, le temps travaille pour le gouvernement qui avance très vite.

Nous devons inverser cet usage du temps et le faire craindre par le gouvernement.

Dans la FSU, Unité & Action doit impulser partout des luttes et des convergences de luttes entre salariés, salariés et usagers, mouvement social. Il faut faire prendre en compte par la masse de la population la défense de ce qui la concerne directement : les services publics. C'est à cette stratégie syndicale que nous devons travailler très très vite.

C'est urgent de le faire. C'est possible de gagner.